

Savoir/agir numéro 2, décembre 2007

La gauche au pouvoir en Amérique latine : l'hégémonie des classes dominantes face à la « menace populiste »

Renaud Lambert (journaliste)

Chapô : Jacques Attali sait se faire solennel. Selon lui, l'heure est « grave », « la démocratie est en danger », un fossé « se creuse de plus en plus entre les Français et les partis dits de "gouvernement" » susceptible de les conduire à « céder à la tentation du populisme ». Pour Attali, pas de doute : « ce serait précipiter le pire »¹. De l'autre côté de l'océan Atlantique, le pire est déjà là : la « contagion populiste »² progresse ! Ne vient-on pas d'y élire trois hommes politiques dont on nous assure qu'ils sont porteurs des formes les plus aiguës de la maladie : Hugo Chávez (Venezuela), Evo Morales (Bolivie) et Rafael Correa (Équateur)³?

L'avènement du modèle néolibéral, qui devait marquer la « fin des idéologies », avait promis l'instauration d'un modèle de démocratie que nul ne pourrait - raisonnablement - remettre en cause. « Représentative », « libérale », elle devait servir au mieux les intérêts de tous, dans les limites de « la seule politique possible ».

Or, l'Histoire n'est pas finie et l'Amérique latine, qui fut le premier « laboratoire » des réformes néolibérales, est aussi celui de l'émergence d'une gauche « radicale », liée à l'exacerbation des contradictions internes aux économies de marché. Loin d'une « crise de la démocratie » - dont témoignerait l'essor d'un « autoritarisme populiste »⁴ -, c'est à une re-politisation de l'idéal démocratique que l'on assiste dans cette région. Un processus qui rappelle qu'à chaque instant, la portée de cet idéal dépend de la capacité de la gauche à l'approfondir dans le champ politique et à l'étendre au champ économique.

Mais, loin d'un prétendu « virage à gauche » collectif, l'Amérique latine est en proie aujourd'hui à une profonde division que l'ancien président du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, décrivait explicitement : la « démocratie libérale et les économies de marché » ou le « populisme révolutionnaire »⁵.

Urgence démocratique ?

Les structures sociales, les modèles économiques et le mode de fonctionnement des États d'Amérique latine ont été modelés par les politiques néolibérales que le sous-continent eût le triste privilège d'étrenner alors que sévissaient des dictatures particulièrement sanglantes en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili, etc.

Inféodés à Washington et au secteur privé local, ces dictatures offraient aux économistes de l'Université de Chicago - formés, notamment par Milton Friedman - un formidable laboratoire pour l'expérimentation de leur projet de « contre-réforme libérale ». Ne garantissaient-elles

¹. « La démocratie en danger », *L'Express*, 10 juillet 2003. Sauf mention contraire, les citations de ce paragraphe proviennent toutes de cette chronique.

². Edwards Jorge, « Hay una suerte de contagion populista en América latina », *La Nación*, 29 janvier 2007.

³. Une recension complète des occurrences du thème « populiste » dans l'évocation d'Hugo Chávez, Evo Morales et Rafael Correa pourrait faire l'objet d'un ouvrage entier tant il est rare que l'un de ces noms soit cité sans qu'apparaisse l'épithète. Pour une ébauche de ce travail, cf. Claudio Katz, « Gouvernements et régimes en Amérique latine », *Inprecor*, août-octobre 2007.

⁴. Michel Faure, « Amérique latine, les chantiers de la démocratie. 2 - Les nouvelles missions du Venezuela », *Le Monde*, 12 juillet 2006.

⁵. José Maria Aznar, « Aznar advierte en Miami que la amenaza para América es el nuevo socialismo de Chávez », *Libertad digital*, 23 octobre 2007.

pas le contrôle social nécessaire à l'imposition de mesures fondamentalement impopulaires qui renforçaient les privilèges des dominants (réduction des dépenses de l'État, austérité fiscale, privatisation des services publics, ouverture des marchés aux transnationales) ?

À l'époque, « l'urgence démocratique » ne semble guère s'imposer... Sans doute les bienfaits de l'instauration du libéralisme économique advinrent-ils si vite qu'ils rendaient « compréhensifs ». L'année même de l'arrivée du dictateur Augusto Pinochet au pouvoir au Chili⁶, la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) chuta ainsi de 52% en 1972 à 37%...

Pour Washington, la réalisation de réformes économiques « cruciales » valait bien un certain relativisme moral... Comme le disait en 1973 Henry Kissinger, alors secrétaire d'État des États-Unis, « *s'il faut choisir entre sacrifier l'économie ou la démocratie, alors il faut sacrifier la démocratie* »⁷. Les escadrons de la mort des dictateurs allaient donc protéger de toute tentation de « sacrifier l'économie », démontrant ainsi, comme le note l'historien Eric Hobsbawm, que « *le libéralisme politique et la démocratie ne sont pas les partenaires naturels du libéralisme économique* »⁸.

Trente ans plus tard, les choses ont changé : l'Amérique latine vit aujourd'hui à l'heure de la démocratie. Mais faut-il pour autant en déduire que la priorité d'antan - l'imposition du libéralisme économique - est désormais reléguée au second rang des préoccupations des dirigeants de la région ? En fait, tout indique que la feuille de route politique est restée la même. Seul le mode de pilotage a changé pour répondre à une nouvelle urgence : ne pas manquer le train d'une mondialisation libérale qui s'accommode mal de régimes autoritaires.

Des années de répression, l'effondrement du bloc soviétique et la conversion d'une partie de la gauche au modèle libéral garantissaient la stabilité du rapport de force entre dominants et dominés dans la région. Les économies de marché allaient pouvoir s'imposer à tous, réduisant le champ d'action de l'État - en Amérique latine peut-être encore plus qu'ailleurs - à une « expertise technique » : qui de plus indiqué pour cette tâche « éminente » que la fine fleur de la société ? Selon l'historien américain Thomas Skidmore, le Brésil, « *très orienté par les élites* », tend ainsi à « *mettre la politique et le pouvoir entre les mains de personnes très expérimentées, comme l'ex-président Fernando Henrique Cardoso. C'est l'exemple parfait : un homme de bonne famille, avec beaucoup d'expérience, qui parle plusieurs langues... Ce sont des individus de ce type qui savent diriger le pays* ». Pour « l'élite », il est des nécessités qui valent bien qu'on adapte le concept de « démocratie ». Skidmore convient, d'ailleurs, que les candidats favoris des classes privilégiées ne sont pas « *représentatifs du pays, mais reflètent une petite classe* ». Ils ont néanmoins un mérite fondamental : ils sont « *sûrs* ».⁹

Démocratie des élites

Au Guatemala, la proximité politique et sociale entre les dirigeants d'hier et ceux d'aujourd'hui est frappante : pour certains d'entre eux, il s'agit tout simplement des mêmes. Ainsi, l'un des deux candidats au second tour des élections présidentielles de novembre 2007, Otto Pérez Molina, est un ancien général, responsable des services de renseignements du pays pendant l'une des périodes les plus sanglantes de la dictature. Son co-listier, l'homme d'affaire Ricardo Castillo Sinibaldi (candidat à la vice-présidence) est l'un des membres les

⁶. Lire Christian Palma, « Analistas chilenos desmitifican el legado de los Chicago boys », *Página12*, 25 décembre 2006.

⁷. Cité par Alfredo Iglesias Diéguez, « El derecho a la ciudadanía y el capitalismo: una cuestión de incompatibilidades », *Rebelión*, 11 septembre 2007.

⁸. *L'Âge des extrêmes, histoire du court xx^e siècle*, Éditions Complexe, 1999.

⁹. Entretien avec Iuri Dantas, « Lula virou um “fantasma”, diz Skidmore », *Folha de Sao Paulo*, 28 août 2005, cité par Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar*, La Découverte, 2007.

plus importants de l'oligarchie nationale, qui n'eut pas toujours à se plaindre d'une dictature qui veillait à ses intérêts. En fait, la quasi-totalité des candidats - y compris le social-démocrate, Álvaro Colom, élu président - étaient financée par l'une des vingt grandes familles qui tiennent entre leurs mains l'économie du pays. Pour les partisans guatémaltèques du libéralisme économique, le retour à la « démocratie » ne fut pas vraiment un objet d'inquiétude...

Là où la domination politique est moins évidente, reste le contrôle - souvent sans partage - des médias. Ainsi, lorsqu'il affirme que « *L'Amérique latine s'est désormais totalement engagée sur la voie du libre-échange et celle de la globalisation...* »¹⁰, le milliardaire vénézuélien Gustavo Cisneros sait pouvoir s'appuyer sur son empire pour aider sa prophétie à se réaliser. Avec plus de 19 000 heures de programmes en espagnol et portugais par an, des chaînes de télévision dans une dizaine de pays, une audience de plus de 500 millions de personnes dans le monde, « *le poids de Cisneros est tel, qu'il est, d'une certaine façon, le vrai patron du [Venezuela]* »¹¹ affirmait un journaliste économique vénézuélien en 1992.

C'est aussi « naturellement » que le libéralisme économique s'accommode de la démocratie que sa gestation était liée aux dictatures de la région. *The Washington Times* pouvait alors affirmer que « *ne laisser aucune place au libre-échange* » équivaut à n'en laisser aucune « *aux droits de l'homme* »¹².

Continuité

Les processus économiques et sociaux, enclenchés avant l'avènement de la démocratie, se sont moins infléchis qu'accéléérés. Au Brésil, par exemple, la part du travail dans le PIB a chuté de 50% en 1980 (cinq ans avant la fin de la dictature) à 36% aujourd'hui. Au Chili, les revenus du décile le plus riche de la population ont progressé de 49 à 60 fois ceux du décile le plus pauvre entre la fin de la dictature (1990) et 2004.

Selon un rapport récent du Secours catholique, « *les pays latino-américains sont les plus inégalitaires du monde* »¹³ : 5% de la population s'accaparent plus de 25% des revenus de la région (soit deux fois plus que dans la majorité des pays développés). Pendant que la croissance du PIB par habitant de la région subissait une décélération considérable - passant de 82% entre 1960 et 1980 à 9% entre 1980 et 2000 - le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté doublait presque, passant de près de 120 millions en 1980 à plus de 210 millions en 2004. Parallèlement, les classes dominantes propulsaient leurs pays aux premiers rangs mondiaux du nombre d'avions particuliers par habitant¹⁴.

Ces privilèges n'ont pas été toujours remis en cause par des gouvernements « de gauche » : il arrive même au contraire qu'ils les renforcent. Ainsi, le gouvernement Lula, en favorisant l'augmentation relative du poids de la dette intérieure dans les créances du pays¹⁵, a dû payer en 2006 près de 150 milliards de *reals* (soit 84 milliards de dollars, plus de 5% du PIB) à la bourgeoisie brésilienne, détentrice de titres de cette dette (qui continue à s'accroître), soit 5 fois plus que les dépenses autorisées en santé publique, 8 fois plus que les dépenses d'éducation, 28 fois plus que les dépenses en matière de transports, 47 fois plus que les dépenses en sécurité publique, 70 fois plus que les investissements en sciences et technologie et 140 fois plus que les sommes consacrées à la réforme agraire¹⁶. En acceptant de lier leur

¹⁰. Cité par Naomi Klein, « The media against democracy », *The Guardian*, 18 février 2003.

¹¹. Claude Pereira, « La bonne fortune du clan Cisneros au Venezuela », *Libération*, 18 août 1992.

¹². Stephen Johnson, « Hugo Chavez, imperialist », *Washington Times*, 6 mars 2006.

¹³. Secours catholique, « Amérique latine : Plaidoyer pour un monde plus juste », 15 décembre 2005.

¹⁴. Le Brésil et le Guatemala viennent en tête de ce classement mondial, suivis par les États-Unis.

¹⁵. Les créances dépendant des devises étrangères ne représentent plus aujourd'hui que 2% du total contre 30% en 2001, avant l'arrivée de Lula. Lire Marc Saint-Upéry, *Le rêve de Bolivar*, La découverte, 2007.

sort à celui d'une démocratie, le renoncement des classes privilégiées ne fut donc pas trop douloureux... Mais, dans la mesure où « *il a toujours paru plus facile à l'opresseur qu'à l'opprimé de s'adapter à l'oppression* »¹⁷, l'accroissement des inégalités n'a sans doute guère contribué à renforcer auprès des classes populaires, la légitimité de l'économie de marché et du modèle de démocratie qui en garantit la pérennité.

Changer le monde en prenant le pouvoir

Initialement, la résistance suscitée par le modèle néolibéral ne s'est pas interrogée sur une possible re-politisation de l'idéal démocratique : loin de là. Les manifestations de rue tentaient de faire barrage à « la casse sociale ». En 1989, ce fut le « Caracazo » : une révolte populaire dans les rues de Caracas déclenchée par l'imposition d'un nouveau « plan d'ajustement structurel »¹⁸. Ce furent aussi une demi-douzaine de soulèvements indigènes en Équateur, les résistances contre les privatisations au Paraguay, au Pérou et, bien sûr, les guerres de l'eau (2001) puis du gaz (2003 et 2005) en Bolivie.

Tant que les mouvements sociaux estimaient que la démocratie était indissociable de sa définition libérale - conformément à la définition qu'en donne John Holloway, « *changer le monde sans prendre le pouvoir* »¹⁹ - la gauche « radicale » laissait le champ libre à la droite et à ses alliés socio-démocrates. C'est lors de l'élection présidentielle vénézuélienne de 1998, que devint possible - probablement pour la première fois - une réponse institutionnelle à la revendication de reconnaissance politique des plus démunis, c'est-à-dire, au Venezuela comme ailleurs, de la grande majorité du pays. Pour Hugo Chávez, en effet, le problème social vénézuélien était avant tout la conséquence d'un dysfonctionnement démocratique : « *pour régler le problème de la pauvreté, il [faut, selon lui] donner le pouvoir aux pauvres* »²⁰.

Le changement était loin d'être anodin puisqu'il ouvrait une nouvelle perspective pour les classes populaires : en faisant de l'approfondissement de l'idéal démocratique un enjeu lutte politique, il s'agissait de « *changer le Venezuela... en prenant le pouvoir* »²¹. L'idée fit des émules et ce fut bientôt au tour d'Evo Morales, en Bolivie et de Rafael Correa, en Équateur, de se faire les porte-parole de revendications similaires dans leurs pays respectifs²².

Révolution démocratique

Ce n'était pas la première fois que l'on en entendait des promesses de ce type en Amérique latine. Mais elles furent, dans ce cas, suivies de mesures concrètes qui, bien que modestes, ne manquèrent pas de s'attirer les foudres de « l'élite » locale. Que proposait-on ? De doter le « projet démocratique » d'un « outil » à la hauteur en inscrivant dans le marbre d'une nouvelle constitution le droit de la population à participer et en élargissant les listes

¹⁶. J'emprunte ces formulations à César Benjamin, « Nasce una campanha : controle de capitais », *Rebellion*, 10 juin 2004, cité par Marc Saint-Upéry, *Op. cit.*

¹⁷. Paul Nizan, *Les chiens de garde*, Agone, 1998 (rééd.).

¹⁸. On désigne ainsi une série de mesures imposées à un pays par les institutions financières internationales, en particulier le Fonds monétaire international (FMI).

¹⁹. Pierre-Antoine Delhommais, *Le Monde*, 9 août 2007 cité par Frédéric Lordon, « Quand la finance prend le monde en otage », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007.

²⁰. Cité par Jean-Luc Mélenchon, « Leçons d'Amérique latine pour la gauche française », *La revue socialiste*, avril/mai 2007.

²¹. Titre d'un ouvrage de Gregory Wilpert, Verso Press, 2007.

²². Bien que similaires dans leur déroulement, les processus bolivien et équatorien sont beaucoup trop récents pour être analysés ici : nous nous concentrerons sur le cas du Venezuela.

électorales à toutes les personnes qui, pour des raisons diverses mais souvent liées à leur condition sociale, en étaient exclues.

Hugo Chávez ne parlait pas encore de « *socialisme du XXI^e siècle* » (évoqué pour la première fois publiquement en 2005) mais, pour les classes dominantes, il était déjà dans le domaine de l'inacceptable. Elles s'opposèrent à cette nouvelle constitution votée en 1999, comme elles le firent en Équateur et continuent de le faire en Bolivie. Dans des pays où les clivages sociaux sont caricaturaux, l'approfondissement de l'idéal démocratique ne pouvait manquer, en effet, de l'étendre au domaine économique et social. Pour l'opposition, derrière la nouvelle constitution, c'est la « révolution » qui menaçait : peut-être n'avaient-elles pas tort...

En effet, lorsqu'une majorité de la population, très largement identifiable à une classe sociale, est en mesure de bousculer les privilèges d'une minorité en conquérant la citadelle de la démocratie « représentative », de nouveaux horizons de transformation sociale ne manquent pas d'apparaître. C'est cette logique qui incita le gouvernement vénézuélien à entretenir un processus qui ne cachait plus son ambition « révolutionnaire » en élargissant progressivement les domaines de la participation citoyenne. En mettant la démocratie au service de la révolution, se faisait jour l'espoir d'une « révolution démocratique ».

Au-delà de la « citoyenneté », la « démocratisation » de la société vénézuélienne s'étendit rapidement au monde du travail, où le mouvement coopératif connut un essor considérable. Certes, le nombre affiché de coopératives - plus de 100 000 en janvier 2006 contre environ 800 en 1998, avant l'arrivée d'Hugo Chávez - dissimule sans doute l'apparition d'entreprises « déguisées » qui cherchent à profiter d'un statut juridique avantageux. Il faut néanmoins relever des succès importants, comme la gestion autonome par les ouvriers de raffineries de pétrole lors d'un lock-out patronal en 2003 : elles constituent des viviers d'expériences concrètes de démocratie sociale et d'appropriation collective des outils de production.

De même, le développement de « médias communautaires »²³ - dotés de moyens de production et de diffusion uniques au monde - cherche à démocratiser le droit à l'information et celui d'informer : « *définir ce que nous entendons par communication revient à définir le type de société dans lequel nous souhaitons vivre* »²⁴, explique Mario Kaplún. Transformer les médias, c'est, d'une certaine façon, transformer la société. Du côté des classes dominantes, on ne s'y est pas trompé : lors du bref coup d'État d'avril 2002, l'une des premières mesures prises par le patron des patrons, Pedro Carmona, fut d'en faire fermer un bon nombre.

En 2005, le gouvernement vénézuélien annonça la création des « conseils communaux » destinés à approfondir encore « *le périmètre de la citoyenneté active* »²⁵. Destinées à solder la dette sociale du pays en gérant, de façon autonome au niveau local, les fonds publics destinés aux travaux d'infrastructure, de développement social et culturel, ces structures sont appelées à devenir la clef de voûte du « pouvoir populaire », dont l'instauration fait partie des réformes constitutionnelles soumises au referendum de décembre 2007. « *Le peuple est le dépositaire de la souveraineté et l'exerce directement au travers du pouvoir populaire* », lit-on dans le projet de réforme qui prévoit que les conseils communaux deviennent des gouvernements populaires locaux dotés de pouvoirs de co-décision et de contrôle de l'exécution des politiques publiques dans les domaines les plus divers.

Transition ?

²³. Création de 28 télévisions et de 167 radios communautaires entre 2000 et 2006.

²⁴. Témoignage recueilli par l'auteur au sein de la chaîne de télévision vénézuélienne VIVE TV.

²⁵. Gaël Brustier et Christophe Ventura, « Retour sur l'élection présidentielle : les perspectives d'une victoire latino-américaine », *Utopie critique n°41*, juin 2007. Lire à ce sujet Alexis et Maurice Lemoine, « Au Vénézuéla, voyage en pays indien » et Renaud Lambert, « Quand le peuple bouscule le "vieux État" vénézuélien », *Le Monde diplomatique*, respectivement juillet 2007 et septembre 2006.

En dépit de ces efforts de démocratisation, on observe aujourd'hui une concentration du pouvoir autour de la figure d'Hugo Chávez. Il semble, en effet, que le président vénézuélien « bénéficie d'une délégation de confiance directe de [la part de la population] pour impulser et mener à bien des réformes structurelles profondes »²⁶. Le phénomène n'en est pas moins paradoxal dans la mesure où il va à l'encontre d'un projet d'émancipation démocratique qui appelle « la participation de tous ». Comme le notent Denis Berger et Henri Maler, les phases de transition ont cette particularité que « les moyens employés peuvent contrarier par principe la fin poursuivie »²⁷. L'avenir dira si le processus vénézuélien saura ne pas perdre de vue son objectif...

Il n'en reste pas moins que les avancées enregistrées dans la vie démocratique du pays en ont déjà d'autres : le taux de pauvreté est passé de 60,9% en 1997 à 36,3% à la fin de 2006, alors que les dépenses publiques passaient de 8,2% du PNB à 13,6% au cours de la même période²⁸. Même si la route vers le « socialisme du XXI^e siècle » - que promettent d'instaurer Chávez, Morales et Correa -, est encore longue, pour les tenants du libéralisme économique, le mal est déjà là. Il porte un nom, le « populisme », décrit dans *L'Histoire* comme une « démagogie toute tropicale » dont le principal danger est qu'il « fait monter les attentes - jamais comblées » en promettant « tout et tout de suite »²⁹.

Dans cette perspective, l'aspiration des classes populaires à plus d'égalité ou, pour mieux dire, moins d'inégalité, serait en effet condamnée à « n'être jamais comblée » dès lors qu'elle implique des concessions que les classes dominantes ne sont pas disposées à consentir... De leur point de vue, la traduction électorale de ce genre d'« aspiration » constitue donc un dangereux « excès de démocratie »...

« Rupture populiste » ou « excès de démocratie » ?

En 1975, la Commission trilatérale³⁰ théorisait en ces termes l'« excès de démocratie » : « il y a une limite désirable à l'extension indéfinie de la démocratie politique » car « le fonctionnement efficace d'un système démocratique requiert en général un certain niveau d'apathie et de non-participation de la part de certains individus et groupes »³¹. Pour les auteurs de ce rapport - Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki - inutile de préciser le groupe social dont on cherche à favoriser l'apathie.

Trente ans plus tard, « le fonctionnement efficace » de la démocratie libérale est confronté en Amérique latine, au basculement d'une grande partie des classes moyennes dans la pauvreté³², à la délégitimation des institutions en place incapable de répondre aux revendications sociales liées aux conditions de vie de la population. Pour Ernesto Laclau, quand une telle « dichotomisation de l'espace social », liée au désir d'un des « deux camps » - le plus pauvre - de « rompre avec l'état actuel des choses », trouve une réponse électorale à travers une personnalité politique forte, alors se produit une réelle « rupture populiste »³³.

²⁶. *Ibid.*

²⁷. Denis Berger et Henri Maler, *Une certaine idée du communisme. Répliques à François Furet*, Éditions du Félin, 1996, auxquels j'emprunte les formulations de la phrase suivante.

²⁸. Mark Weisbrot Mark Weisbrot et Luis Sandoval, « The Venezuelan economy in the Chávez years », *Center for economic and policy research*, juillet 2007.

²⁹. Numéro spécial consacré à l'Amérique latine, juillet/août 2007.

³⁰. La Commission trilatérale a été créée en 1973 à l'initiative des principaux dirigeants du *Council on Foreign Relations*, parmi lesquels David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski.

³¹. Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, *The Crisis of democracy : report on the governability of democracies to the trilateral commission*, New York University Press, 1975, cité par Serge Halimi, *Le grand bond en arrière*, Fayard, 2004.

³². Celles-ci passèrent par exemple de 28 à 4% de la population entre 1984 et 2005.

Réduire ce qu'on appelle le « *populisme* » à une forme de « *démagogie toute tropicale* » suppose une certaine désinvolture. En dépit du caractère « fourre-tout » de la notion, on peut tenter de délimiter trois caractéristiques du « populisme » dans sa version « *révolutionnaire* » : celle que José Maria Aznar associe à Hugo Chávez, Evo Morales et Rafael Correa.

Issu d'une repolitisation de l'espace social, il témoigne de l'échec manifeste d'un projet libéral qui vise à s'assurer un degré suffisant « d'apathie » au sein des couches populaires. Projet politique porté par les groupes défavorisés, il redonne à la question sociale toute son importance. Processus d'approfondissement démocratique - tant qu'il est animé par des « leaders » disposés à ne pas en trahir l'ambition - il est virtuellement porteur de la remise en cause du culte de l'économie de marché. En somme, ce « *populisme révolutionnaire* » semble correspondre à l'émergence d'un projet de démocratisation de la démocratie.

Si la démocratie n'a jamais été une donnée *a priori* pour les classes dominantes latino-américaines et pour Washington, la défense de l'économie de marché s'est toujours avérée « non négociable » à leurs yeux. Ainsi, c'est peut-être moins la « démocratie libérale » que le modèle économique qui en dépend, que cherchent à défendre ceux qui, comme José Maria Aznar dénoncent « *l'autoritarisme* » des « *populistes révolutionnaires* »³⁴.

Pour Carl J. Schramm, président de la fondation Ewing Marion Kauffman, l'une des plus importantes fondations américaines, dédiée à la défense des intérêts du secteur privé, « *le capitalisme répand la liberté, même quand la démocratie vacille* ». C'est pourquoi, « *plutôt que la démocratie, c'est l'exportation du capitalisme* » qu'il faut encourager pour « *produire la renaissance de la paix et de la liberté sur la planète* »³⁵. Quitte - comme lors du putsch d'avril 2002 organisé par le patronat vénézuélien et Washington contre Hugo Chávez - à aider la démocratie à « vaciller » ?...

³³. Ernesto Laclau, « Deriva populista y centroizquierda latinoamericana », *Nueva sociedad*, septembre-octobre 2006.

³⁴. « Aznar advierte en Miami que la amenaza para América es el nuevo socialismo de Chávez », *Libertad digital*, 23 octobre 2007.

³⁵. Carl J. Schramm, « Capitalism spreads freedom even as democracy falters », *USA Today*, 27 juin 2006.